

FICHE ÉLÈVE

PRÉPARATION DU BUDGET DE L'ÉTAT

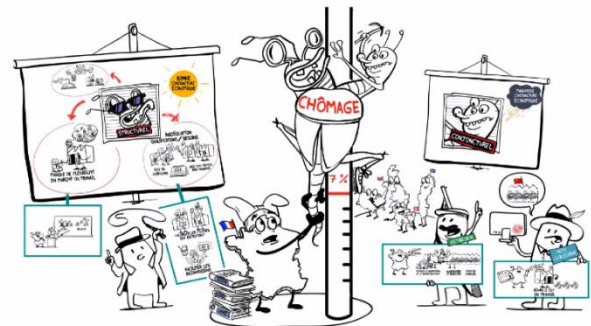
Module 4 : L'État : quel rôle dans l'activité économique ?

Question 2 : Comment l'État agit-il sur l'activité économique ?

Documents : Ministère du Travail

Document 1 : Dessine-moi éco – Les remèdes contre le chômage 24 sept. 2014

<https://www.youtube.com/watch?v=s3cM2Kx-jUY>



Document 2 : Trois exemples d'investissements de l'État pour lutter contre le chômage (2019)

Objectif 1 : Responsabiliser les entreprises – Bonus/malus

La France, championne de l'utilisation des contrats courts

De son côté l'OCDE, dans son récent rapport sur la France, a pointé le côté atypique de l'Hexagone (https://www.challenges.fr/economie/l-ocde-s-invite-dans-le-debat-sur-les-retraites-en-france_652922), qui a le plus fort taux de contrats très courts (moins de trois mois) derrière la Turquie ! "Le marché du travail français fait porter les coûts d'ajustement sur une partie concentrée de la population active, notamment via les contrats temporaires", souligne l'organisation internationale. Et les CDD ne constituent pas du tout un tremplin pour accéder à un CDI. "En France, seulement un travailleur temporaire sur trois obtient un contrat permanent dans les trois ans, soit la moitié des taux observés en Allemagne et en Suède", ajoutent les experts de l'institution. Qui préconisent eux aussi d'instaurer ce bonus-malus pour inciter les employeurs à changer de comportement.

Un bonus-malus en dernier recours contre les CDD abusifs <https://www.lejdd.fr>

Concernant la lutte contre les contrats précaires, "nous allons respecter ce que les partenaires sociaux ont prévu dans leur accord", a indiqué Muriel Pénicaud. Les branches auront "jusqu'à fin décembre pour prendre des mesures afin de modérer le recours aux contrats courts". Faute de "résultats satisfaisants", "le gouvernement prendra ses responsabilités" en leur imposant dès 2019 un bonus-malus "dont la possibilité sera inscrite dans le projet de loi". Selon elle, les branches "n'auront plus le choix", ce sera leur "dernière chance" de se saisir de la question.

Pour ce faire, le gouvernement veut pénaliser grâce à un système de bonus-malus les entreprises ayant trop recours aux contrats à durée déterminée (CDD). « Les entreprises qui favorisent l'emploi durable pour les gens et donc la stabilité, auront des bonus et celles qui font trop de contrats courts auront des malus ». Bonus-malus applicables sur les charges patronales*.

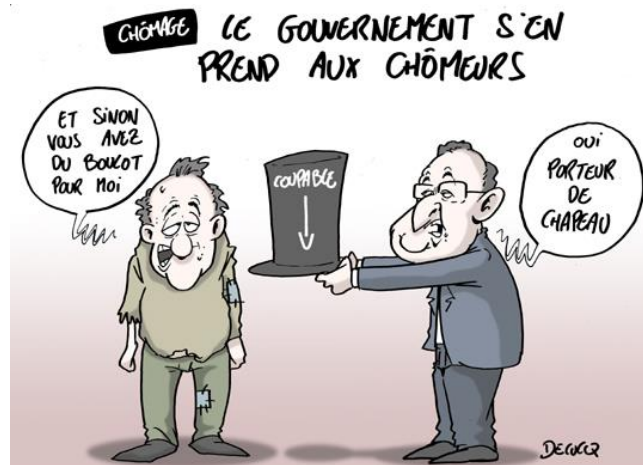
*Charges patronales : C'est la part des **cotisations** sociales à la **charge** de l'employeur et qui vient s'ajouter au coût du salaire brut du salarié. Elles sont calculées sur le salaire brut versé aux salariés. (Source Wikipédia)

Objectif 2 : Responsabiliser les chômeurs

Un durcissement du contrôle des chômeurs <https://www.lejdd.fr>

Comme prévu, ces mesures s'accompagnent d'un contrôle plus important des chômeurs. Le gouvernement va par exemple "tripler les équipes de contrôle de Pôle emploi", qui "vont passer de 200 à 600 agents d'ici à la fin de l'année". Le renforcement des contrôles devra "aller de pair avec un accompagnement plus rapide et personnalisé des demandeurs d'emploi".

En revanche, la question des sanctions n'est pas tranchée. "Nous allons en discuter rapidement avec les partenaires sociaux", indique la ministre, qui juge le système actuel "incohérent". La notion d'offre raisonnable d'emploi va notamment être définie "plus précisément" pour que les sanctions après deux refus soient "pleinement applicables".



Objectif 3: Accès facile à la formation professionnelle ou à la reconversion

L'accès à la formation professionnelle peut se faire tout au long de la vie

<https://travail-emploi.gouv.fr>

Le **compte personnel de formation** (CPF) <https://travail-emploi.gouv.fr/formation-professionnelle/droit-a-la-formation-et-orientation-professionnelle/compte-personnel-formation> (permet à toute personne active, dès son entrée sur le marché du travail et jusqu'à la date à laquelle elle fait valoir l'ensemble de ses droits à la retraite, d'acquérir des droits à la formation mobilisables tout au long de sa vie professionnelle.

Un compte formation de 500 euros par an <http://www.leparisien.fr>

Concernant la formation professionnelle, <http://www.leparisien.fr/economie/emploi/formation-professionnelle-ce-qui-va-changer-05-03-2018-7592304.php> la principale mesure concerne le compte personnel de formation (CPF). Il ne sera plus alimenté en heures mais en euros. Chaque année, le CPF des salariés à temps plein ou à mi-temps sera crédité de 500 euros financés par l'O.P.C.A.* (800 euros pour les moins qualifiés) avec un plafond de 5 000 euros (8 000 euros pour les moins qualifiés) au bout de dix ans. Les CDD se verront crédités leur compte en proportion de la durée de leur contrat. En remplacement du CIF, un CPF de transition sera créé pour ceux qui souhaitent effectuer une conversion professionnelle.

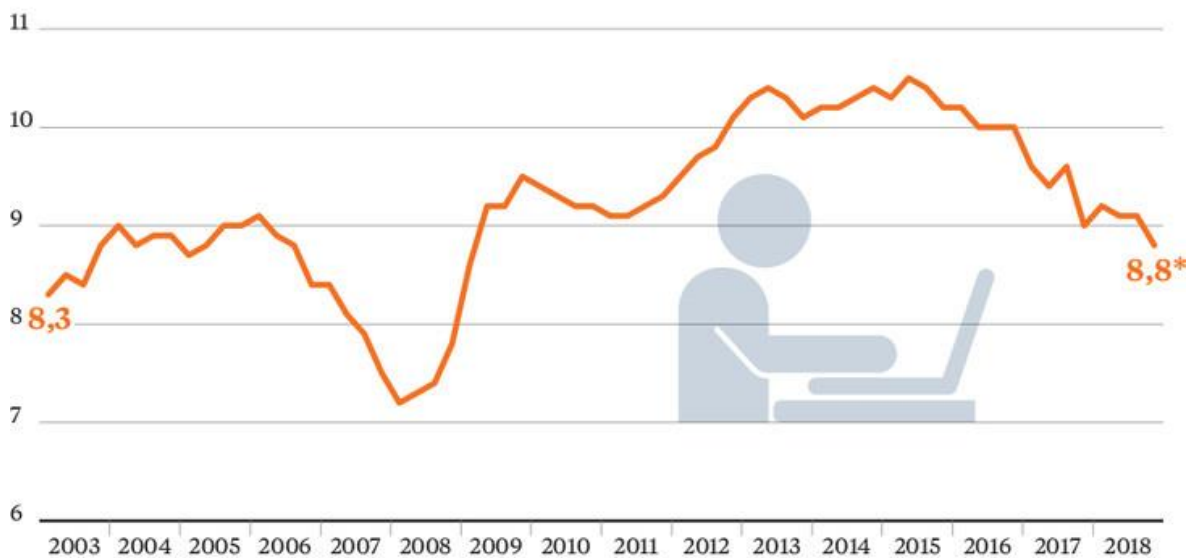
Autre nouveauté, les salariés n'auront plus à puiser dans une liste éligible de formation mais auront accès directement à un ensemble de formations certifiées. Chaque salarié pourra utiliser ses euros de CPF comme il le veut au travers d'une application unique. Il aura droit à un conseil en évolution professionnelle (CEP) afin d'évaluer ses compétences et d'identifier les formations les plus adaptées.

L'ambition est de mettre une grosse pincée de social dans la « flexisécurité à la française ». La loi doit permettre, à chaque jeune de « choisir un métier qui le passionne », chaque chômeur d'« avoir les moyens de se former » et tous les salariés de TPE-MPE de disposer des « mêmes droits à la formation qu'un cadre d'un grand groupe ».

En France, un **organisme paritaire collecteur agréé (par l'État), souvent abrégé en **O.P.C.A** est une structure associative qui collecte les contributions financières des entreprises dans le cadre du financement de la formation professionnelle continue des salariés des entreprises de droit privé. (Source Wikipédia)*

Le chômage au plus bas depuis 2009

Taux de chômage au sens du BIT, en % (en France, hors Mayotte)



*Résultat provisoire. Source : Insee (février 2019).

VISACTU pour LA CROIX

Selon l'Insee : en moyenne sur le premier trimestre 2019, le taux de chômage au sens diminue de **0,1 point après une baisse de 0,3 point le trimestre précédent**. À **8,7 %** de la population active en France (hors Mayotte), il est inférieur de 0,5 point à son niveau de début 2018. Il s'agit de son plus bas niveau depuis début 2009.

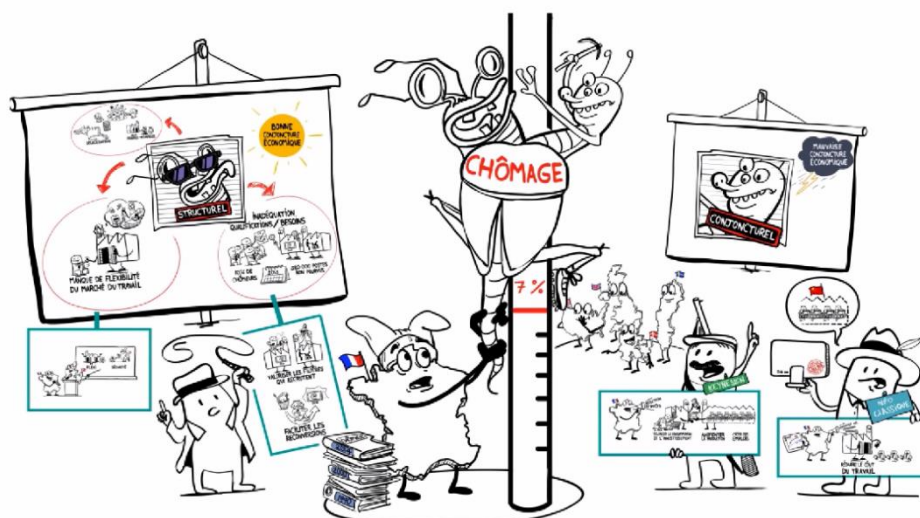
En France métropolitaine, le nombre de chômeurs diminue de 19 000 sur le trimestre, à 2,4 millions de personnes ; le taux de chômage diminue de 0,1 point, à 8,4 % de la population active. Le taux de chômage augmente pour les jeunes hommes (+2,1 points) alors qu'il diminue pour les jeunes femmes (-1,4 point). Il baisse pour les personnes de 25 à 49 ans (- 0,2 point) mais augmente pour les 50 ans ou plus (+0,3 point).

Annexes

Annexe 1 : Fiche d'analyse de la vidéo (document 1)

Fiche d'activité n° 1

FICHE D'ANALYSE DU DOCUMENT 1 : LA VIDÉO	
Source du document	
Date du document	
Titre du document	
Idées fortes sur les <u>causes</u> du chômage	



Activité	Préparation du budget de l'État	
Thème	Comment l'État agit-il pour lutter contre le chômage ?	
Ministère	Ministère du travail	
Noms et prénoms des membres		
Dépenses allouées pour ce ministère en 2018	15,4 Mds d'€	





À l'aide des documents remis pour l'objet d'étude





Mesures 2018/2019	Description	Effets éventuels des mesures ou prévisions
		Il peut y avoir d'autres facteurs qui expliquent la diminution du chômage.





Mesures à conserver pour le budget 2020	
Mesures à modifier pour le budget 2020	
Impact sur les recettes de l'État	
Propositions de nouvelles idées à financer (en lien avec la vidéo d'introduction)	





A la fin de l'exposé oral : le Ministre de l'Economie (Enseignant) décidera d'augmenter les dépenses ou de laisser le même budget pour 2020.

Annexe 3 : Grilles d'évaluation des prestations orales

Ministère : Éléments observés						Observations
CONTEXTE ÉCONOMIQUE	Clarté de la présentation					
BILAN DES MESURES	Pertinence des mesures repérées					
	Exhaustivité des mesures					
	Capacité à synthétiser					
PROPOSITIONS	Clarté de la présentation					
	Pertinence de la proposition 1					
	Pertinence de la proposition 2					
	Pertinence de la proposition 3					
	Pertinence de la proposition 4					
	Qualité de l'argumentation					
	Pertinence du vocabulaire employé					
	Force de conviction					
COMMUNICATION	Communication non verbale					

Ministère : Éléments observés						Observations
CONTEXTE ÉCONOMIQUE	Clarté de la présentation					
	Pertinence des mesures repérées					
BILAN DES MESURES	Exhaustivité des mesures					
	Capacité à synthétiser					
PROPOSITIONS	Clarté de la présentation					
	Pertinence de la proposition 1					
	Pertinence de la proposition 2					
	Pertinence de la proposition 3					
	Pertinence de la proposition 4					
	Qualité de l'argumentation					
	Pertinence du vocabulaire employé					
	Force de conviction					
COMMUNICATION	Communication non verbale					

Ministère : Éléments observés						Observations
CONTEXTE ECONOMIQUE	Clarté de la présentation					
	Pertinence des mesures repérées					
BILAN DES MESURES	Exhaustivité des mesures					
	Capacité à synthétiser					
PROPOSITIONS	Clarté de la présentation					
	Pertinence de la proposition 1					
	Pertinence de la proposition 2					
	Pertinence de la proposition 3					
	Pertinence de la proposition 4					
	Qualité de l'argumentation					
	Pertinence du vocabulaire employé					
	Force de conviction					
COMMUNICATION	Communication non verbale					

Ministère : Éléments observés						Observations
CONTEXTE ÉCONOMIQUE	Clarté de la présentation					
	Pertinence des mesures repérées					
BILAN DES MESURES	Exhaustivité des mesures					
	Capacité à synthétiser					
PROPOSITIONS	Clarté de la présentation					
	Pertinence de la proposition 1					
	Pertinence de la proposition 2					
	Pertinence de la proposition 3					
	Pertinence de la proposition 4					
	Qualité de l'argumentation					
	Pertinence du vocabulaire employé					
	Force de conviction					
COMMUNICATION	Communication non verbale					